

Allemagne/ Élections législatives

Victoire de Merkel, percée historique des nationalistes

AFP

Berlin/ Allemagne

LES conservateurs allemands ont remporté les élections législatives de dimanche, mais l'entrée historique de la droite nationaliste et populiste à la chambre des députés vient sérieusement gâcher la fête d'Angela Merkel, promise à un quatrième mandat de chancelière. La CDU-CSU, avec seulement 32,5 à 33,5% des voix, pourrait bien avoir battu le plus bas historique de Mme Merkel (33,8% en 2009). Elle devance néanmoins nettement Martin Schulz et les sociaux-démocrates du SPD (20-21%) qui enregistrent leur plus mauvais score depuis 1945, selon les sondages à la sortie des bureaux de vote des chaînes publiques ARD et ZDF.

Il reviendra donc à Mme Merkel pour la quatrième fois de chercher un ou plusieurs partenaires pour former le prochain gouvernement. Le SPD a immédiatement indiqué qu'il sera dans l'opposition après quatre ans au gouvernement d'Angela Merkel. Cela compliquera l'exercice pour la chancelière qui doit donc convaincre a priori et les libéraux du FDP, et les Verts, de gouverner avec elle. Mais ce succès est assombri pour elle par le résultat

de l'Alternative pour l'Allemagne, parti anti-immigration, qui ressort troisième avec environ 13%, selon les sondages, et provoque un choc pour le pays.

L'AfD fait donc une entrée en force à la chambre des députés, une première depuis 1945 pour un parti qui tient des discours anti-immigrants, anti-islam, anti-euro et révisionnistes. Alors qu'il avait échoué aux portes du Bundestag en 2013, il devance désormais la gauche radicale Die Linke (9%), les libéraux du FDP aux alentours de 10% et les Verts (9%). Répondant à la chancelière qui faisait campagne pour la continuité dans la prospérité, un message destiné à rassurer face aux crises du monde, l'AfD a tiré à boulets rouges sur Angela Merkel durant la campagne, prenant pour modèle le président américain Donald Trump et les partisans de la sortie du Royaume Uni de l'Union européenne

• **RADICALISATION**

Thème de prédilection de cette droite dure: accuser la cheffe du gouvernement de "trahison" pour avoir ouvert le pays en 2015 à des centaines de milliers de demandeurs d'asile majoritairement musulmans. La chancelière va devoir s'expliquer de cette percée devant les siens, ses alliés bavarois de la CSU et la frange la plus conserva-

trice de la CDU l'ayant appelée à maintes reprises à écouter ses électeurs les plus à droite, excédés par son cap jugé trop centriste. L'AfD a grignoté des points en fin de campagne malgré une radicalisation de son discours et un appel à être fiers des actes des soldats allemands durant la Deuxième guerre mondiale. Du jamais-vu dans un pays dont l'identité d'après-guerre repose sur la lutte contre les extrêmes, la quête du compromis et la repentance pour les crimes du IIIe Reich.

Illustration du séisme, le ministre des Affaires étrangères Sigmar Gabriel a estimé juste avant le scrutin que l'entrée de l'AfD au Bundestag marquerait le retour des Nazis "pour la première fois depuis plus de 70 ans". Par ailleurs, cette percée nationaliste et les 9% enregistrés par Die Linke signifient que près d'un quart des électeurs ont choisi les extrêmes. Ce phénomène, bien connu en Europe, avait jusqu'ici épargné l'Allemagne.

Le grand perdant de la soirée est sans conteste l'ex-président du Parlement européen Martin Schulz qui a conduit son camp social-démocrate à une quatrième défaite d'affilée face à l'insubmersible chancelière.

Incapable d'incarner le changement, le SPD qui



Angela Merkel au milieu de ses partisans, après l'annonce de sa victoire.

gouverne avec Mme Merkel depuis 2013, n'a pas su rassembler avec une campagne axée sur la justice sociale dans un pays en pleine croissance, avec un chômage au plus bas. Avec un score historique-bas pour le SPD dans l'histoire d'après-guerre, l'avenir de M. Schulz à la tête du SPD est en question, lui qui avait été accueilli comme l'homme providentiel en début d'année.

• **DIFFICILE COALITION**

La CDU-CSU est aussi loin de son objectif de 40%. Ce résultat associé à la percée de l'AfD promettent de compliquer les calculs d'Angela Merkel pour former une majorité.

L'option la plus simple aurait été de reconduire la grande coalition avec les sociaux-démocrates. Mais le SPD, en pleine crise exis-

tentielle, préfère une cure d'opposition.

Une seule possibilité reste alors: une alliance de la CDU-CSU avec le FDP et les Verts. Mais les divergences entre écologistes et libéraux sur l'avenir du diesel ou l'immigration s'annoncent très compliquées à gérer.

Les tractations pourraient durer jusqu'à la fin de l'année. Et ce n'est qu'après l'officialisation d'une nouvelle majorité que Mme Merkel sera formellement désignée chancelière une quatrième fois. Les couleurs de la prochaine coalition auront une importance capitale pour une série de sujets brûlants comme les réformes de la zone euro, l'avenir de la relation transatlantique ou encore la question des sanctions imposées à la Russie.

Angola/ Politique

Les grands travaux du nouveau président Lourenço

AFP

Luanda/ Angola

PENDANT sa campagne, il a promis à longueur de discours de "corriger ce qui ne va pas". La tâche s'annonce délicate pour le nouveau président angolais Joao Lourenço, qui hérite d'un pays en crise toujours sous le contrôle de son prédécesseur.

A 63 ans, l'ex-ministre de la Défense va succéder mardi à la tête du pays à Jose Eduardo dos Santos, qui quitte le pouvoir après un règne sans partage de trente-huit ans. Son parti, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), solidement installé au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1975, a remporté haut-la-main les élections générales du 23 août avec 61% des suffrages.

Ce score sans appel offre à M. Lourenço une majorité absolue de 150 des 220 sièges de députés au Parlement. Et lui laisse les mains libres pour, comme il l'a an-

noncé, "transformer l'Angola d'un point de vue économique et social". Théoriquement.

• **REDRESSER L'ÉCONOMIE**

Depuis trois ans, l'Angola traverse une crise sans précédent. La chute durable des cours de l'or noir, qui lui fournit 70% de ses recettes fiscales et la quasi-totalité de ses entrées en devises, a fait virer au rouge vif tous les clignotants de l'économie. Après plusieurs années de taux "chinois", la croissance du pays est restée étale en 2016 et ne devrait pas dépasser 1,3% cette année, selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI). Déficit public hors de contrôle, devise nationale en chute libre, manque inquiétant de liquidités, inflation galopante et chômage de masse complètent le tableau d'un pays dont plus de la moitié de la population vit avec moins de 2 dollars par jour (ONU).

Ouverture et diversification constituent les deux priorités annoncées par M. Lourenço, qui veut entrer dans l'histoire de son pays

comme "l'homme du miracle économique".

"De vastes segments de l'économie ont été délibérément fermés aux investissements étrangers", a souligné l'économiste Antonio Lopes Pinto. "Entrée en bourse et privatisations seraient les moyens les plus faciles d'attirer les capitaux à long terme nécessaires pour stimuler l'économie".

• **COMBATTRE LA CORRUPTION**

Mais beaucoup prédisent déjà l'échec de ces réformes. "Nous avons un potentiel (mais) nous avons surtout besoin de bonne gouvernance", juge le patron du mensuel économique Expensao, Carlos Rosado de Carvalho, pour qui "la corruption en Angola est endémique, du portier au PDG". A en croire leurs adversaires, le président dos Santos, sa famille et les plus hauts hiérarques du MPLA arrivent largement en tête du palmarès des prédateurs de l'Angola, accusés d'avoir mis le pays et ses ressources en coupe réglée.

Symbole du népotisme dénoncé par l'opposition, sa

milliardaire de fille, Isabel dos Santos, à qui il a confié l'an dernier la tête de la compagnie pétrolière nationale, la Sonangol.

Joao Lourenço a promis de lutter contre la corruption à tous les niveaux. "Personne ne sera au-dessus des lois", a-t-il proclamé devant la presse étrangère. Mais beaucoup doutent qu'il ose s'en prendre directement aux intérêts de son prédécesseur. "Le clan du président sortant ne semble pas avoir peur", assure le rappeur Luaty Beirao, pourfendeur du régime. "Ils ont eu suffisamment de temps pour se préparer à la nouvelle ère (...) ils savent qu'ils ont le contrôle de la situation".

• **ROMPRE AVEC LE SYSTÈME DOS SANTOS**

D'autant qu'avant de quitter la présidence, le "camarade numéro 1", comme il est désigné au MPLA, a pris soin de verrouiller le pays. Grâce à une série de lois adoptées juste avant les élections, M. dos Santos a organisé son impunité judiciaire et gelé pour plusieurs années toute la hiérarchie de l'appareil sécuritaire,

composée d'hommes qui lui doivent tout.

Et surtout, il va conserver la présidence du MPLA dont, dans la plus pure tradition marxiste-léniniste, le bureau politique reste le principal organe de décision du pays. A la veille du scrutin, Joao Lourenço a voulu publiquement s'affranchir de toute forme de tutelle. "J'aurai tout le pouvoir. Ce pays n'aura pas deux présidents", a-t-il assuré.

A vérifier, préviennent les fins connaisseurs du régime. "La composition de son premier gouvernement permettra de juger de son autorité. Il ne faut pas s'attendre à un coup de balais mais il y aura des changements, notamment aux Finances", prédit Alex Vines, du centre de réflexion britannique Chatham House.

"Mais la seule façon pour lui de renforcer son contrôle sur le pays, c'est de prendre la présidence du MPLA", insiste M. Vines.

Joao Lourenço devra se montrer patient car Jose Eduardo dos Santos, 75 ans, doit conserver les rênes du parti jusqu'en 2022, si, bien sûr, sa santé le lui permet.

L'Afrique en bref

• **Libye/ Conflit**
Frappes américaines contre l'État islamique
L'armée américaine a mené six frappes de précision en Libye visant le groupe État islamique, qui ont tué 17 de ses combattants, a annoncé dimanche le commandement américain pour l'Afrique (Africom) dans un communiqué.

• **Mali / Violences**
Au moins 3 Casques bleus tués dans une attaque contre un convoi



AU moins trois Casques bleus de l'ONU au Mali ont été tués dimanche dans une attaque à l'engin explosif contre leur convoi dans le nord du pays, a-t-on appris de sources concordantes.

• **Zimbabwe/ Politique**
Arrestation de l'opposant Mawarire pendant un service religieux

LE pasteur zimbabwéen Evan Mawarire, l'un des leaders de la contestation anti-Mugabe, a été arrêté dimanche en plein service religieux après qu'il eut diffusé un vidéo sur les problèmes économiques du Zimbabwe, a annoncé son avocat.

A travers le monde

• **Syrie/ Conflit**
45 rebelles tués par des frappes russes dans le nord-ouest

Au moins 45 membres d'un groupe rebelle islamiste ont été tués par des frappes russes, dans la province d'Idleb, dans le nord-ouest de la Syrie, a rapporté dimanche l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

• **Espagne/ Catalogne**
Le président basque appelle Madrid à reconnaître les nations catalane et basque

Le président basque Iñigo Urkullu a appelé dimanche l'État espagnol à reconnaître les nations catalane et basque et leur permettre des référendums d'autodétermination suivant les modèles de l'Écosse et du Québec.

• **Irak/ Kurdistan**
Bagdad prendra "les mesures nécessaires" pour préserver son unité

Le Premier ministre irakien Haider al-Abadi a affirmé dimanche qu'il prendrait "les mesures nécessaires" pour préserver l'unité du pays après la décision de la région autonome du Kurdistan de tenir un référendum d'indépendance lundi.